



## COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

**DELIBERATION**  
**N° CFVU 27-DRM-012**

RESULTAT DU VOTE  
Nombre de votants : 30  
Voix favorables : 30

**relative au régime des études et contrôle des connaissances du**

**Master 1<sup>ère</sup> année Droit, Économie, Gestion**  
**Mention Droit Public**  
**Parcours type Droit Public**  
**Pour l'année universitaire 2018/2019**

- Vu le code de l'éducation, et notamment :

- L'article L612-6 relatif à l'accès aux formations du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
- Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
- son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
- les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
- les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
- les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
- les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
- les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
- les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,

- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit public,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élus étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de Faculté en date du 13 février 2018

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 1<sup>ère</sup> année domaine Droit, Economie, Gestion mention Droit Public parcours type Droit Public sont fixées comme suit,

**UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE**

2 rue du Doyen Gabriel Marty -31042 Toulouse cedex 9-France-Tél :05 61 63 35 00 -Fax: 05 61 63 37 98 - [www.ut-capitole.fr](http://www.ut-capitole.fr)

## **TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 1. Objectifs de la formation**

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit Public, parcours type Droit Public, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit public. Il a pour objectif de consolider la formation des étudiants dans les matières les plus fondamentales du droit public et de renforcer leur spécialisation en leur offrant une formation diversifiée, adaptée à leurs besoins professionnels ou scientifiques en leur permettant en deuxième année le choix entre plusieurs parcours professionnels ou orientés vers la recherche.

### **ARTICLE 2. Accès de plein droit**

2.1 - L'inscription annuelle à la 1ère année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit Public, parcours type Droit Public, est ouverte de plein droit en formation initiale, aux étudiants

titulaires de :

- de la licence en Droit quel que soit le Parcours,
- de la licence en Administration Publique,
- de la licence d'Administration Économique et Sociale quel que soit le Parcours,
- de la licence Économie et Droit.

### **ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès**

3.1 - Les étudiants qui n'ont pas un accès de plein droit à cette formation peuvent être autorisés par la Présidente de l'Université sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

3.2 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

### **ARTICLE 4. Redoublement**

4.1 - Le nombre d'inscription en première année de master sera limité à trois pour un même étudiant.

## **ARTICLE 5. Mobilité internationale**

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 1<sup>ère</sup> année du Master Droit, Economie, Gestion mention Droit Public, parcours type Droit Public, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

## **TITRE II - ENSEIGNEMENTS**

## **ARTICLE 6. Organisation de la formation**

6.1 - Le master première Droit, Économie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit Public, est organisée sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 3 unités d'enseignement, le second semestre, 3 unités d'enseignement, totalisant respectivement 30 et 30 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

## **ARTICLE 7. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)**

7.1 - L'enseignement comprend des cours magistraux (CM), des conférences de méthode et des travaux dirigés (TD).

Le premier semestre constitue le parcours type « Droit public », commun à tous étudiants. Le second semestre comprend trois options à choisir par l'étudiant parmi l'option « Droit public général », l'option « Droit public des affaires », ou l'option « Droit des collectivités territoriales ». Le choix des Conférences de méthode du second semestre détermine l'option (général, droit des affaires, droit des collectivités territoriales) suivie par l'étudiant et les matières optionnelles pouvant être choisies par l'étudiant. Le détail des enseignements est précisé option par option en annexe ci-après.

Une matière est dite renforcée dès lors qu'elle est également suivie en Conférences de méthode.

7.2 - Les *Conférences de méthode* sont assurées et notées par leurs titulaires. Les conférences de méthode ont pour objet d'apporter la méthode de réflexion dans la matière, de renforcer la méthode des exercices juridiques et, selon le choix des enseignants, d'aborder des points théoriques ou pratiques, en complément du cours magistral. Le programme des conférences de méthode est déterminé par le titulaire de la conférence, en lien avec le titulaire du cours du même nom. En cas de désaccord entre les deux, la mise en cohérence des deux enseignements sera réalisée par le directeur du Master 1, après discussion avec les enseignants. En cas de désaccord sur cette mise en cohérence, le directeur du Master 1 peut proposer au président de la section « droit public » de réaffecter les cours ou conférences de méthodes à d'autres enseignants.

### **UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE**

2 rue du Doyen Gabriel Marty -31042 Toulouse cedex 9-France-Tél :05 61 63 35 00 -Fax: 05 61 63 37 98 - [www.ut-capitole.fr](http://www.ut-capitole.fr)

## **ARTICLE 8. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)**

8.1 - Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. Les travaux dirigés « épreuves des concours administratifs » sont assurés et notés sous la responsabilité du responsable pédagogique du master 1.

L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro.

Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

La présence en travaux dirigés de langue vivante est obligatoire selon les mêmes modalités que les travaux dirigés classiques. La langue vivante choisie au semestre 1 doit être la même que celle du semestre 2.

8.2 - Les modalités de changement de groupe de TD ne sont autorisées que dans les cas suivants :

Sportif de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le Département des Activités Sportives

- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à plein temps (35h/semaine), sur présentation du contrat de travail.
- Double cursus
- Etudiants chargés de famille.

8.3 - Les dispenses de TD et de régime spécial y compris pour les langues ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportif de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le Département des Activités Sportives
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à plein temps,  $\frac{3}{4}$  temps ou  $\frac{1}{2}$  temps, sur présentation du contrat de travail
- Double cursus
- Etudiants chargés de famille.

Le changement de paire de groupe de TD est laissé à l'appréciation des chargés de TD.

L'ensemble des modalités de changement sont organisées selon les délais fixés par la scolarité en charge de la formation.

## **ARTICLE 9. Module vie professionnelle et stage**

9.1 - La mise en œuvre du module vie professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement. Ce module permet également de valoriser l'engagement étudiant. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle.

Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi à l'issue du semestre 2, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 2 des points de bonification.

En première année de master le stage est vivement recommandé.

### **TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES**

#### **ARTICLE 10. Organisation des examens**

10.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

#### **ARTICLE 11. Modalités d'organisation de la première session**

11.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un contrôle continu pour les travaux dirigés,
- ▶ par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les autres matières.

11.2 -Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Pour les langues, la note est attribuée dans le cadre du contrôle continu.

11.3 - Examen terminal :

Dans les UE1, UE2, UE4, UE5, l'examen terminal comporte :

- Une épreuve écrite de 3 heures notée dans les matières faisant l'objet de séances de travaux dirigés ;
- Une épreuve orale sur chacune des autres matières ;

Pour les besoins du service, et à la demande du titulaire du cours, le Doyen de la Faculté peut décider qu'une épreuve orale soit remplacée par une composition écrite, non anonymée d'une durée d'une heure dite Oral - écrit. Les étudiants en sont informés.

Dans les UE3 et UE6 est reportée la note de contrôle continu.

Toute absence justifiée ou injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

## ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

12.1 - Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres.

Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note moyenne d'au moins 8/20 au semestre concerné en session initiale.

Sont également admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour bénéficier de cette disposition, l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard 10 jours calendaires après la fin des épreuves de la session 1.

### 12.2- Modalités d'évaluation à la session de rattrapage

Seuls les étudiants dont le résultat à la 1ère session du semestre est AJS2 (Ajourné autorisé à composer en session 2) sont autorisés à se présenter aux épreuves de rattrapage

Résultats session 1 (écrit ou oral)	Composition en session de rattrapage
Echec dans 1 matière	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'étudiant doit composer obligatoirement dans sa matière en échec.</li><li>- Il peut choisir de composer dans 1 ou 2 matières [CM ou CM + TD] validées (Matière Joker).</li><li>- Il peut renoncer à composer dans 1 ou 2 matières [CM ou CM + TD] validées (Matière Joker).</li></ul>
Echec dans 2 matières	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'étudiant doit composer obligatoirement dans ses 2 matières en échec.</li><li>- Il peut choisir de composer dans une matière [CM ou CM + TD] validée (Matière Joker).</li><li>- Il peut renoncer à composer dans une matière [CM ou CM + TD] validée (Matière Joker).</li></ul>
Echec dans 3 matières (ou plus)	L'étudiant doit composer obligatoirement dans 2 matières en échec et dans 1 autre matière [CM ou CM + TD] (déjà validée ou en échec) qu'il choisit librement.

**Aucun examen** ne peut avoir lieu en dehors de ces deux sessions.

Toute absence justifiée ou injustifiée à la session 2 est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen

### 12.3 –Modalités d'admission à la session de rattrapage

Si l'étudiant a composé dans 3 matières, il obtient 3 notes sur 20. La somme de ces trois notes est totalisée.

Si l'étudiant a renoncé à une "Matière Joker", la note manquante sera neutralisée et la moyenne des 2 notes sera coefficientée pour obtenir une note sur 60.

Si l'étudiant a renoncé à deux "Matières Jokers", la note de l'épreuve unique sera coefficientée pour obtenir une note sur 60.

Si cette note sur 60 est supérieure ou égale à 30, l'étudiant est admis au semestre. Le jury attribuera alors des "points de jury" afin que la moyenne au semestre soit de 10/20.

Ces points viennent en complément des notes obtenues en première session.

Si cette note sur 60 n'est pas supérieure à 30, l'étudiant est ajourné.

#### 12.4 - Cas de force majeure

Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les étudiants :

■ Absents ou ajournés à la session 1 du semestre concerné et :

- qui peuvent justifier de leur absence (s) par un cas de force majeure, c'est à dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur),

- et, qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours suivant la fin de la période d'examen concernée,

- et, qui ont obtenu une note moyenne à l'ensemble des TD au moins égale à 8/20,

- et, qui ont reçu un avis favorable de la commission composée du Doyen et de deux membres du bureau de la Faculté. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. La Présidente est liée par cet avis.

Nature des épreuves de la session 2 type force majeure

Le candidat devra composer obligatoirement sur trois matières tirées au sort, et communiquées, par l'administration, en début d'épreuve.

L'épreuve est unique, écrite, anonymée et d'une durée de 3h30.

Détermination des résultats du semestre

La correction des copies et les délibérations se déroulent dans les mêmes conditions qu'en session 1.

Pour les étudiants relevant du cas de force majeure, le semestre est validé si la moyenne des 3 notes obtenues à l'épreuve écrite est au moins égale à 10 sur 20. Le cas échéant, ils peuvent se voir délivrer une mention – selon les conditions fixées au Titre IV, article 15 – puisqu'il n'aura bénéficié que d'une seule session.

En cas d'échec à la session 2, aucune note de la session de rattrapage ne peut être conservée. Par contre, les unités validées à la session 1 sont « conservables » et capitalisables.

## ARTICLE 13.

### Bonifications

13.1- Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

## **TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION**

### **ARTICLE 14 . Condition de validation des unités et des semestres**

14.1 -Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (note d'examen + note de contrôle continu si la matière a été choisie en travaux dirigés).

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 300/600 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre 1 et 2 emporte respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Dans les unités non validées les matières sont validées et capitalisées isolément dès lors que l'étudiant y obtient la moyenne

Pour les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD.

14.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

La première année de master est validée dès lors que le candidat a obtenu les 2 semestres.



## **ARTICLE 15. Conditions d'attribution d'une mention**

15.1 -L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

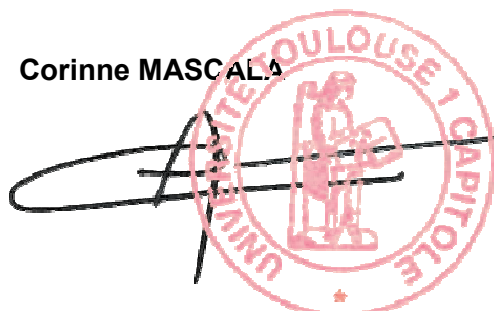
## **ARTICLE 16. Délivrance du diplôme**

16.1 - Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse le 20 mars 2018

**Corinne MASCALA**



La présidente de la commission de la Formation  
et de la Vie Universitaire

PJ : annexe

## Master 1 mention DROIT PUBLIC SEMESTRE 1 COMMUN A TOUS LES ETUDIANTS année 2018-2019

Semestre 1	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures Conf.Méth (H CM)	Modalités d'évaluation	Points CM	Points Conf. Méth.	Total Points Enseignement
UE1	<b>2 matières renforcées au choix parmi :</b> -Contentieux constitutionnel - Droit de l'urbanisme -Droit des collectivités territoriales	Obligatoire à choix	6 6 6	33 33 33	15 15 15	Ecrit de 3h Ecrit de 3h Ecrit de 3h	80 80 80	40 40 40	120 120 120
	<b>La matière non choisie en renforcé :</b> -Contentieux constitutionnel ou -Droit de l'urbanisme ou Droit des collectivités territoriales	Obligatoire à choix	4  4 4	30  30 30		Oral  Oral Oral	80  80 80		80  80 80
	<b>Total</b>		16	99	30		240	80	320
	<b>4 options parmi :</b>								
	Protection sociale	Optionnel	3	33		Oral	60		60
UE2	Droit public de l'environnement	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Droit public comparé	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Droit des finances publiques approfondi	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Théorie du droit	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Droit de la responsabilité administrative	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Droit et politique de la santé publique	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	<b>Total</b>		12	120 ou 123			240		240
UE3	Langue vivante obligatoire	A choix						TD	
	- Anglais	Optionnel	2		12	Contrôle continu		40	40
	- Allemand	Optionnel	2		12	Contrôle continu		40	40
	- Espagnol	Optionnel	2		12	Contrôle continu		40	40
	- Italien	Optionnel	2		12	Contrôle continu		40	40
Bonification	Activité sportive, orchestre UT1 :	Facultatif							3,33 % max
<b>TOTAL</b>			30	219 ou 222	<b>42</b>		480	120	600

## Master 1 mention DROIT PUBLIC OPTION DROIT PUBLIC GENERAL année 2018-2019

Semestre 2	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures Conf.Méth (H CM)	Modalités d'évaluation	Points CM	Points Conf. Meth.	Total Points Enseignement
UE4	<b>2 matières renforcées :</b> -Droit public de l'économie - Droit constitutionnel approfondi	Obligatoire	8 8	33 33	15 15	Ecrit de 3h Ecrit de 3 h	100 100	60 60	160 160
	<b>Total</b>		16	66	30		200	120	320
	<b>4 options parmi :</b>								
UE5	Droit des contrats et marchés publics	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Droit de la fonction publique et des ressources humaines	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Droit de la culture	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Droit des services publics	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Science administrative	Optionnel	3	30		Oral	60		60
	Droits fondamentaux de l'Union européenne	Optionnel	3	33		Oral	60		60
	Méthode des concours de la fonction publique	Optionnel	3	10	13,5 TD	Oral	60		60
	<b>Total</b>		12	120 ou 123 ou 100 ou 103	13,5		240		240
UE6	Langue vivante obligatoire	A choix						TD	
	- Anglais	Optionnel	2		12	Contrôle continu		40	40
	- Allemand	Optionnel	2		12	Contrôle continu		40	40
	- Espagnol	Optionnel	2		12	Contrôle continu		40	40
	- Italien	Optionnel	2		12	Contrôle continu		40	40
Bonification	Activité sportive, orchestre UT1, vie professionnelle, concours cf : liste :	Facultatif							3,33 % max
<b>TOTAL</b>			30	186 ou 189 ou 166 ou 169	42 ou 55,5		440	160	600

## Master 1 mention DROIT PUBLIC OPTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES année 2018-2019

Semestre 2	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures Conf.Méth (H CM)	Heures TP	Modalités d'évaluation	Points CM	Points Conf. Meth.	Total Points Enseignement
UE4	<b>2 matières renforcées :</b> -Droit public de l'économie	Obligatoire	8	33	15		Ecrit de 3h	100	60	160
	- Droit des contrats et marchés publics		8	33	15 Conf.méth		Ecrit de 3h	100	60	160
	<b>Total</b>		16	66	30			200	120	320
UE5	<b>4 options parmi :</b>									
	Droit des services publics	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Droit de la fonction publique et des ressources humaines	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Science administrative	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Droit de l'aménagement du territoire	Optionnel	3	18	3 HTD		CC Particulier	60		60
	Droit européen de la concurrence	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Droit des Procédures fiscales	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Méthode des concours de la fonction publique	Optionnel	3	10	13,5 HTD		Oral	60		60
	<b>Total</b>		12	<b>120, 108 ou 100</b>	3h ou 13 ,5 ou 16,5			240		240
UE6	Langue vivante				TD				TD	
	- Anglais	Optionnel	2		12		Contrôle continu		40	40
	- Allemand	Optionnel	2		12		Contrôle continu		40	40
	- Espagnol	Optionnel	2		12		Contrôle continu		40	40
	- Italien	Optionnel	2		12		Contrôle continu		40	40
<b>Bonification</b>	Activité sportive, orchestre UT1, vie professionnelle, concours cf : liste :	Facultatif								3,33 % max
<b>TOTAL</b>			30	<b>186 ou 174 ou 166</b>	<b>45 ou 55,5 ou 58,5</b>			440	160	600

**Master 1 mention DROIT PUBLIC OPTION DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES année 2018-2019**

Semestre 2	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures Conf.Méth (H CM)	Heures TP	Modalités d'évaluation	Points CM	Points Conf. Meth.	Total Points Enseignement
UE4	<b>2 matières renforcées :</b>	Obligatoire								
	-Droit des services publics		8	33	15		Ecrit de 3h	100	60	160
	- Droit des contrats et marchés publics		8	33	15 Conf.Méth		Ecrit de 3 h	100	60	160
	<b>Total</b>		16	66	30			200	120	320
UE5	<b>4 options parmi :</b>									
	Droit de la culture	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Droit de la fonction publique et des ressources humaines	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Science administrative	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Droit de l'aménagement du territoire	Optionnel	3	18	3H TD		CC Particulier	60		60
	Méthode des concours de la fonction publique	Optionnel	3	10	13,5 H TD		Oral	60		60
	Gestion financière, budgétaire et comptable des collectivités territoriales	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	Droit des Procédures fiscales	Optionnel	3	30			Oral	60		60
	<b>Total</b>		12	120, 108 ou 100	3 ou 13,5 ou 16,5			240		240
UE6	Langue vivante								TD	
	- Anglais	Optionnel	2		12		Contrôle continu		40	40
	- Allemand	Optionnel	2		12		Contrôle continu		40	40
	- Espagnol	Optionnel	2		12		Contrôle continu		40	40
	- Italien	Optionnel	2		12		Contrôle continu		40	40
Bonification	Activité sportive, orchestre UT1, vie professionnelle, concours cf : liste :	Facultatif								3,33 % max
<b>TOTAL</b>			30	180, 108 ou 160	45 ou 55,5 ou 58,5			440	160	600

## ANNEXE AUX ARRETES DE MODALITES DE CONTROLE DE CONNAISSANCE DE MASTER 1 DE DROIT

### MODULE VIE PROFESSIONNELLE

La mise en œuvre du module Vie Professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement.

**L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle des étudiants.**

Pour prétendre aux points de bonification en Master 1, l'étudiant doit choisir de valider ce module selon 3 modalités :

#### **1ère modalité « Stage » :**

- Avoir assisté à la réunion de présentation du module ;
- **ET** avoir participé à la journée *Rendez-vous pro : métiers du droit*
- **ET** avoir fait un stage de deux semaines consécutives ou non au minimum (10 jours ouvrés) avant la fin du M1. Ce stage doit avoir donné lieu à une convention de stage
- **ET** avoir participé à au moins 3h d'ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mon stage » est obligatoire)
- **Dossier à rendre :**
  - une fiche analytique « Mon stage » sur la plate-forme PEC ET la convention de stage (à défaut, une attestation)
  - **ET** une interview d'un professionnel (fiche PEC)

OU

#### **2ème modalité « Projet » :**

- Avoir assisté à la réunion de présentation du module ;
- **ET** avoir participé à la journée *Rendez-vous pro : métiers du droit*
- **ET** avoir participé à **6h d'ateliers** organisés par le SUIO-IP (l'atelier « CV/Lettre » et « construire mon projet » sont obligatoires)
- **ET** avoir participé aux Forums et conférences du SUIO-IP (métiers de la justice, collectivité territoriales, journées des M2,...) et aux manifestations professionnelles de la faculté de droit (« *Journée Marteaux* » « *concours plaidoirie* », *intervention de professionnel*).... : **3h minimum tout au long de l'année**
- **Dossier à rendre :**
  - Rédaction d'une des fiches « projet » au choix PEC
  - Réaliser une interview d'un professionnel (fiche sur le PEC)
  - Rédaction d'un CV

OU

#### **3ème modalité « Engagement social et citoyen »:**

- Avoir assisté à la réunion de présentation du module ;
- **ET** s'être engagé auprès d'une association labellisée UT1 ou à caractère strictement social et citoyen (le SUIO-IP valide le respect de ce critère)
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mon engagement associatif » au second semestre est obligatoire)
- **Dossier à rendre :** une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon engagement » sur la plateforme PEC.

Pour valider ce module, les étudiants doivent obligatoirement s'inscrire en ligne au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année universitaire selon le calendrier établi par le SUIO-IP.

Ils ont donc jusqu'à la fin du M1 pour réaliser l'ensemble de l'une ou l'autre des modalités.

La liste des ateliers/ Mini-conférence/Forums/... proposés est disponible dans la rubrique Orientation/Insertion sur l'intranet de l'université.



## Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media